

MÉTROPOLE DIJONNAISE

Pourquoi le plan local d'urbanisme est attaqué en justice

Depuis son approbation par une délibération du conseil métropolitain le 19 décembre 2019, le plan local d'urbanisme intercommunal - habitat et déplacements (PLUi-HD) de Dijon Métropole a fait l'objet de plusieurs recours contentieux. Jeudi matin, onze dossiers ont été examinés par le tribunal administratif de Dijon : à chaque fois, les requérants - particuliers et associations - ont demandé l'annulation de la délibération en question. Si les affaires ont été mises en délibéré et leur jugement rendu d'ici quelques semaines, résumé des principaux arguments soulevés par les parties lors des audiences.

Rémy DISSOUBRAY

Les Lentillères encore classées en « zone à urbaniser » malgré l'abandon de la phase 2 de l'écocité Jardin-des-Maraîchers

Le 7 février 2020, l'association Les Amis des Lentillères avait déposé un recours contentieux contre le PLUi-HD de Dijon Métropole au tribunal administratif pour demander, notamment, l'annulation du classement des parcelles occupées comme « zone à urbaniser » dans le document. En effet, fin novembre 2019, le maire de Dijon François Rebsamen avait annoncé retirer ces terres de l'urbanisation, en abandonnant la phase 2 de l'écocité Jardin-des-Maraîchers. Une décision qui n'a donc pas été retranscrite dans le règlement littéral.

Dans leur mémoire, les membres de l'association ont soulevé deux autres arguments : l'absence d'évaluation environnementale de l'urbanisation des terres d'abord, rappelant que la seule étude d'impact réalisée date de 2011 et n'a pas été mise à jour ; et, dans un deuxième temps, l'incohérence de conserver les Lentillères en « zone à urbaniser », alors que le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) de Dijon Métropole affirme l'importance de « préserver les corridors écologiques », « développer la nature en ville » et « l'agriculture urbaine ».



Jeudi matin, les membres de l'association Les Amis des Lentillères se sont rassemblés à quelques mètres du tribunal administratif de Dijon, où son recours contre le PLUi-HD faisait l'objet d'une audience. Photo LBP/R. D.

« Aucun enjeu écologique particulier »

Selon la rapporteuse publique, « il aurait été judicieux que le rapport de présentation du PLUi-HD sur le secteur concerné soit plus complet », mais elle a rappelé que l'évaluation environnementale des projets d'urbanisme

relevait d'une étude d'impact et d'un permis de construire spécifiques. Par ailleurs, « le site n'est inclus dans aucune zone naturelle protégée et il n'existe aucun enjeu écologique particulier pour l'avifaune nicheuse ou pour les mammifères, la seule espèce protégée étant le lézard

des murailles, commun dans la région ». Le second argument a aussi été balayé, la rapporteuse publique invitant les juges à considérer les orientations du PADD en adéquation à l'ensemble du territoire de la métropole.

Enfin, malgré l'abandon de la phase 2 annoncé par le maire de

Dijon, « le classement des Lentillères en zone à urbaniser ne nous paraît pas entaché d'erreur manifeste d'appréciation », a affirmé la magistrate. Dans ses conclusions, elle a ainsi invité le tribunal à rejeter la requête de l'association Les Amis des Lentillères.

Le programme d'orientations et d'actions déplacements annulé ?

Dans leurs requêtes communes, les particuliers ayant déposé six recours contentieux soutiennent que l'absence de certains élus métropolitains le jour du vote du PLUi-HD, le 19 décembre 2019, témoignerait d'un défaut de convocation. La collectivité s'en est défendue en fournissant tous les éléments permettant de justifier d'une convocation régulière, avec des courriels comprenant tous les documents nécessaires à une information complète.

Le déroulement de l'enquête publique a aussi été pointé du doigt, les requérants reprochant à certaines communes « un affichage limité » annonçant l'ouverture de la procédure. Un argument réfuté par la rapporteuse publique, comme celui sur les conditions de consultation insuffisantes du registre d'enquête au cours des permanences tenues par la commission d'enquête. « Pour compenser, le registre d'enquête était consultable sur internet, et il était possible d'y déposer des observations, mais aussi par courrier électronique et postal », a-t-elle souligné.

Autre argument avancé : la commission d'enquête n'aurait pas ré-

pondu à de nombreuses observations du public. Là aussi, la magistrate a été catégorique : « Elle n'est pas tenue de répondre à toutes les observations. Elle n'a pas systématiquement acquiescé aux réponses du maître d'ouvrage, Dijon Métropole, et a aussi formulé des regrets et suggestions ».

Un changement de hauteur des constructions « pas très fair-play »

En revanche, elle a retenu un autre moyen soulevé par les requérants : Dijon Métropole n'indique pas comment couvrir les frais de mise en œuvre du plan de déplacements urbains (PDU), de 51 M€. Elle a proposé l'annulation du programme d'orientations et d'actions déplacements (POA-D) approuvé par une délibération du 19 décembre 2019.

La différence de six hectares entre les surfaces consacrées au développement économique dans le Schéma de cohérence territoriale (250 ha) du Dijonnais et le PLUi-HD (256 ha) a aussi été mentionnée. Selon la rapporteuse publi-



Le programme d'orientations et d'actions déplacements (POA-D) de Dijon Métropole articule les politiques d'urbanisme, d'habitat et de déplacements sur le territoire métropolitain. Photo archives LBP/R. D.

que, « ce dépassement reste dans des proportions compatibles avec les orientations du Scot ».

La rapporteuse publique a invité les juges à rejeter les requêtes communes et individuelles des requérants. Leur avocat, après être revenu sur chaque dossier, s'est

interrogé sur le timing de ces audiences, alors qu'une procédure de modification du plan local d'urbanisme est en cours et que l'enquête publique dédiée est terminée.

Lors d'une autre audience, le changement en dernière minute des règles de hauteur maximale de

construction dans le secteur des Allées du Parc (de 9 à 15 mètres) a été évoqué. Si la rapporteuse publique a convenu que ce n'était « pas très fair-play », elle a, là aussi, conclu au rejet de la requête formulée par l'association des Amis des Allées.